

I – UN ESPACE SOCIAL STRUCTURE ET HIERARCHISE**A – Qu'est-ce que la stratification sociale ?****2 – Les PCS, un outil de mesure****Exercice 1 Ppt, les PCS (2) : Inégalités****Doc: salaires mensuels nets moyens en euros**

1. Montrez à l'aide de l'outil statistique pertinent, qu'il existe des inégalités de salaires entre PCS en 2015.

Selon l'Insee en France en 2015, Les cadres touchent 2.4 fois plus que les ouvriers, 84% de plus que l'ensemble des salariés.

2. Même question concernant les inégalités de salaires hommes/femmes.

Les hommes touchent 22.6% de plus que les femmes. Plus la PCS est élevée plus les inégalités de genre sont grandes : les ouvrières touchent 19.6% de plus que les ouvriers, mais les hommes cadres touchent 25% de plus que les femmes cadres.

Doc : Espérance de vie pour les cadres et les ouvriers

Montrez, en utilisant l'indicateur statistique pertinent, qu'il existe des inégalités d'E(Vie) entre cadres et ouvriers.

Les cadres ont une E(Vie) supérieure de 8,3% à celle des ouvriers soit 6.3 ans.

3 - L'évolution de la stratification**Exercice 1 Ppt, Les PCS (3) : Evolutions****Doc : Répartition des emplois selon le groupe socioprofessionnel en 2017**

1. Faire une phrase avec les données relatives aux employés.

Selon l'Insee en France en 2017, il y avait 7 303 000 employés dans l'emploi, soit 26%

2. Complétez le tableau (arrondi à l'unité)

	Effectifs (en milliers)	Part dans l'emploi total (en %)
Agriculteurs exploitants	440	2
ACCE	1 739	7
CPIS	4 831	18
Professions intermédiaires	6 903	26
Employés	7 303	27
Ouvriers		20
Total	26 801	100

Doc : Evolution de la structure socioprofessionnelle: constat

Décrivez l'évolution des PCS entre 1962 et 2018.

3 groupes dont le poids augmente : les cadres (de 12 à 20%, +8 points), les PI (de 5 à 18%, +13 points), les employés (de 18 à 26%, +8points)

3 groupes dont le poids diminue : le AE (de 16 à 2%, -14 points, les ACCE (de 11 à 6%, -5 points), les ouvriers (de 39 à 20%, -19 points)

Tableau de synthèse : l'évolution des PCS et ses explications

	Définition	Evolution	Causes	Effets sur l'évolution des PCS
Salarisation	Augmentation de la part des salariés dans l'emploi total	Le taux de salarisation a augmenté, il est passé de 71.7 à 89.7%, +18 points	(Développement du capitalisme et de l'Etat Providence)	Baisse de la part des PCS d'indépendants : AE et ACCE
Tertiarisation	Augmentation de la part des emplois de service dans le total de l'emploi	Déclin du secteur primaire (de 20.6 à 2.5%, -18.1 pts), du secteur secondaire, industrie et construction (de 38.5 à 20.3%, -18.2 pts) et hausse du secteur tertiaire (de 40.9 à 77.2%, +36.3 pts)	Intensité du Progrès Technique et des gains de productivité entre secteurs d'activité comparé aux évolutions de la demande	*Baisse de l'emploi industriel (ouvriers) et agricole (AE) en raison de forts gains de productivité *Hausse de l'emploi de service dans les PCS employés, PI et CPIS en forte demande (ex: service à la personne)
Hausse des qualifications	La qualification liée au diplôme et à l'expérience détermine la place dans la hiérarchie professionnelle	La part des emplois diplômés augmente au détriment des emplois non diplômés. Par exemple la part des emplois diplômés supérieurs à bac+2 augmente de 5% environ à 22% environ (+18 points). En revanche la part des emplois non diplômés baisse fortement de 48% à 12% environ (-36 points)	Le progrès technique exige des emplois de plus en plus qualifiés. Pour y répondre on assiste à une massification scolaire qui produit de plus en plus de diplômés.	*hausse de la part des PCS qualifiés : cadre et PI *Baisse des PCS peu ou pas qualifiés : ouvrier ou employé <u>non qualifiés</u>
Féminisation	Augmentation de la part des emplois féminins dans le total des emplois	Les emplois féminins ont augmenté de 5.9% contre 0.5% pour les emplois masculins. Les hommes occupaient 66% des emplois en 1960 contre 35% pour les femmes. En 2017 c'est respectivement 52% et 48%. Les métiers les plus féminisés sont les aides à domicile et assistantes maternelles (97.7%), les secrétaires (97.6%), les infirmiers (87.5%) ou encore les enseignants (65.7%).	*Emancipation féminine *Stéréotype de genre tourné vers le « domos » (foyer) qui oriente les femmes vers les métiers de service des secteurs de la santé, du soin et du social. *Hausse des qualifications féminines *Développement de l'Etat Providence (secteur de la santé et de l'éducation)	*Hausse des PCS CPIS, PI (ex : infirmières, enseignantes) voire employés qualifiés (secrétaires), *Hausse de la PCS employés non qualifiés (aides à domicile et assistantes maternelles)

B – D'autres facteurs de stratifications**1 - Le genre et le lieu de résidence****Doc 1: Comment expliquer les inégalités salariales entre femmes et hommes ?**

1. La répartition inégale des tâches domestiques (les femmes s'occupant en moyenne davantage des tâches ménagères et du soin aux enfants et personnes âgées) a deux conséquences. Premièrement, elle influence le temps de travail des femmes qui sont plus nombreuses à recourir au temps partiel ou à refuser les heures supplémentaires ; cela a un impact sur leur rémunération et leurs choix de carrière. Deuxièmement, cette répartition inégale peut être à l'origine de discriminations de la part des employeurs, y compris à l'encontre de femmes qui n'ont pas ou ne prévoient pas d'avoir des enfants : parce qu'un employeur suppose qu'une femme a de fortes chances d'avoir des enfants et de s'en occuper, il peut être incité à lui refuser une promotion, un poste à responsabilité, ou une augmentation de salaire, pensant qu'elle risque d'être moins investie dans son travail dans le futur. La répartition genrée des tâches domestiques explique donc en partie les différences de temps de travail, de carrière et de rémunération entre femmes et hommes.

2. Les stéréotypes sur les femmes et les hommes peuvent influencer les choix de carrière. En effet, certains secteurs d'activité sont plus associés au masculin dans les représentations (les activités manuelles liées à l'usage de la force physique par exemple), tandis que d'autres sont plus associés au féminin (les activités de soin par exemple). De plus, certains stéréotypes peuvent aussi expliquer les inégalités de carrière : les valeurs d'autorité, de responsabilité sont plus souvent associées au masculin, ce qui peut expliquer une partie de la discrimination envers les femmes en ce qui concerne les promotions et augmentations de salaire.

3. Femmes et hommes n'ont donc pas les mêmes conditions matérielles d'existence (revenu, temps libre), et n'ont pas non plus le même prestige (mesuré par les stéréotypes de genre et la discrimination).

2 - L'âge et la composition du ménage**Doc 2 : Des inégalités au cours du cycle de vie**

1. Il existe de fortes inégalités économiques en fonction de l'âge, avec un risque de chômage et de pauvreté plus grand et une précarité de l'emploi plus importante pour les plus jeunes. Par ailleurs, les catégories d'âge les plus jeunes bénéficient de dépenses publiques plus faibles.

2. Les politiques publiques permettent d'opérer une redistribution des revenus entre les tranches d'âge, et donc d'en favoriser une plutôt que d'autres. Les dépenses publiques sont davantage concentrées sur les plus de 60 ans, tandis que la part des dépenses publiques consacrées aux moins de 25 ans demeure stable, ce qui constitue bien un choix politique. De même, l'accès limité des jeunes aux minima sociaux comme le RSA peut expliquer en partie leur taux de pauvreté plus élevé.

3. Le lien de causalité entre la situation économique des jeunes et leur faible représentation politique est réciproque. D'une part, le fait qu'ils soient peu représentés parmi les décideurs politiques peut expliquer une partie de leur situation défavorisée.

En effet, ils sont peu ciblés par les politiques publiques et la part des dépenses publiques qui leur est consacrée reste faible. D'autre part, leur précarité économique plus grande peut rendre difficile l'entrée en politique, qui demande du temps et des ressources pour militer et faire campagne.

Exercice 2: Cycle de vie et comportement d'épargne

1. 1 : épargne négative / 2 : épargne positive / 3 : désépargne / 4 : jeunesse / 5 : activité / 6 : retraite.

2. La position dans le cycle de vie apparaît comme un facteur de différenciation sociale dans la mesure où en fonction de l'étape du cycle de vie qu'il traverse, l'individu n'a pas le même comportement d'épargne. Les « jeunes » ont ainsi tendance à s'endetter ; les « actifs » s'enrichissent et constituent progressivement un patrimoine ; les « retraités » puisent dans leur patrimoine pour maintenir leur niveau de consommation.

Exercice 3: Composition du ménage et niveau de vie

1. Le premier ménage comprend 1,8 unité de consommation (1er adulte = 1 unité de consommation ; 2e adulte = 0,5 unité de consommation ; enfant de 10 ans = 0,3 unité de consommation). Son niveau de vie est donc de 1 111 € par mois (2 000 € divisé par 1,8 unité de consommation). Le deuxième ménage comprend 1,5 unité de consommation (1er adulte = 1 unité de consommation ; enfant de 15 ans = 0,5 unité de consommation). Son niveau de vie est donc de 1 333 € par mois (2 000 € divisé par 1,5 unité de consommation).

2. Avoir plus d'enfants augmente le nombre d'unités de consommation dans le ménage ; le niveau de vie sera donc plus faible (à revenu égal). Les écarts de niveau de vie seront donc plus importants que les écarts de revenus individuels.

II – UNE THEORIE DE LA STRATIFICATION SOCIALE : LES CLASSES SOCIALES

A – Débat théorique autour des classes sociales

1 – L'approche marxiste

Doc 3 : Comment K.Marx définit-il les classes sociales ? La lutte des classes

1. Karl Marx définit les classes sociales par leur rôle dans le processus productif (ce qu'il appelle leur place dans les rapports de production) : les capitalistes possèdent les moyens de production (appelés le facteur capital, en économie), tandis que les prolétaires possèdent leur force de travail (appelée le facteur travail ou la main d'oeuvre, en économie). Les classes sociales sont donc définies par leur source de revenu : les capitalistes tirent leur revenu de la rémunération du capital (le profit), tandis que les prolétaires tirent leur revenu de la rémunération du travail (le salaire).

2. La lutte des classes a pour fondement le partage de la valeur ajoutée entre les prolétaires et les capitalistes : la part de la valeur ajoutée qui revient aux capitalistes est le profit, celle qui revient aux prolétaires, les salaires. Le profit (le revenu des capitalistes) ne peut donc augmenter qu'en diminuant la part de la valeur ajoutée distribuée aux prolétaires, et inversement.

3. L'intérêt de chacune des classes est d'augmenter sa part de la valeur ajoutée. La défense de cet intérêt passe par l'action collective, visant à peser sur le droit du travail ou sur les négociations entre salariés et employeurs. Cela nécessite une organisation, syndicale (syndicats patronaux ou syndicats de salariés) ou politique (par exemple, le Parti communiste qui se présente comme le parti des ouvriers). Les actions menées peuvent être la conquête du pouvoir politique ou l'instauration d'un rapport de force, par exemple par la grève pour les salariés.

2 – L'approche wébérienne

Doc 4 : Comment M.Weber analyse la stratification sociale ?

1. Un député est en position dominante dans l'ordre politique. Une médaillée de la Légion d'honneur est en position dominante dans l'ordre social. Un propriétaire immobilier est en position dominante dans l'ordre économique.

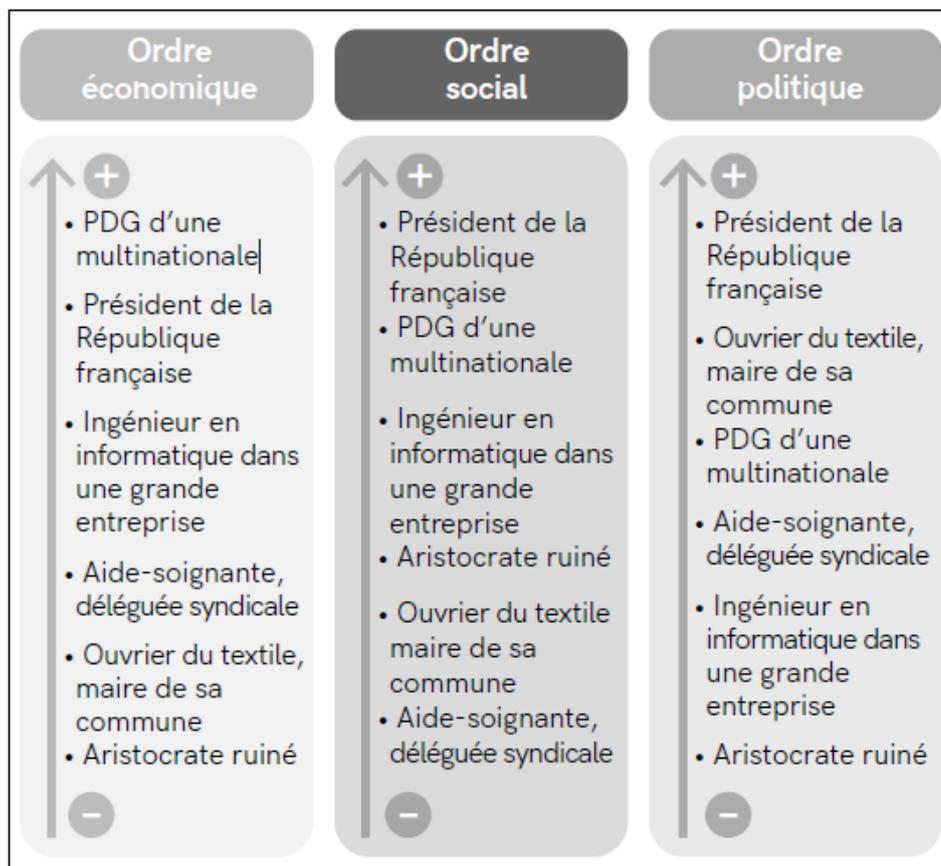
2. Non. Marx définit les classes sociales par la source de leur revenu (revenu du capital ou du travail), qui dépend de leur place dans les rapports de production, tandis que Weber définit les classes sociales par le niveau de leur richesse (mesurée à la fois par le revenu et par le patrimoine), qui détermine leur niveau de vie (« la chance de disposer de biens ou de services permettant de se procurer des rentes ou des revenus »).

3. La domination dans notre société n'est pas fondée uniquement sur les inégalités économiques. Certains groupes sociaux ont une position valorisée, non en raison de leur richesse mais en raison de leur pouvoir (c'est, par exemple, le cas des hauts fonctionnaires et des élus politiques). D'autres ont une position valorisée parce qu'ils sont connus (notoriété) et ont une certaine forme de prestige (c'est le cas, par exemple, des artistes ou des sportifs). Même si certains peuvent cumuler les différents avantages (certains artistes ou sportifs parviennent, par exemple, à avoir des revenus très élevés et à accumuler un patrimoine important), ce n'est pas toujours le cas. Les inégalités de pouvoir et les inégalités de prestige ne recourent pas forcément les inégalités économiques. La notion de « groupes de statut » désigne donc les groupes en position dominante du point de vue du prestige social, tandis que la notion de « partis » permet de décrire la répartition du pouvoir politique (qui fait l'objet d'une lutte entre les partis politiques).

4. Cette question est l'occasion de montrer aux élèves que la notion de prestige est sujette à des conventions sociales, qui peuvent varier dans le temps ou dans l'espace social : le même prestige ne sera pas forcément accordé par tous aux mêmes groupes sociaux. Il existe cependant des institutions encadrant la distribution du prestige, comme par exemple les distinctions honorifiques ou les critères d'entrée dans certains cercles (on pourra reprendre les résultats du document introductif sur le capital symbolique de la grande bourgeoisie).

Groupes de statut les plus prestigieux : médecins, hauts fonctionnaires, chefs d'entreprise, écrivains, intellectuels, ou stars du show-biz...

Exercice : la place des individus dans les 3 dimensions de la stratification sociale



B – L'actualité des classes sociales en question

1 – Du déclin des classes sociales...

... qui traduit une « moyennisation de la société » ... :

Doc 5: la moyennisation des 30 glorieuses (doc1 p72)

1. Expliquer. En quoi consiste le processus de moyennisation ?

Il s'agit du processus qui se traduit par une forte progression de la part des classes moyennes (« constellation centrale ») dans la société, conduisant à l'effacement des frontières de classes.

2. Expliquer. Quelles en sont les causes selon Henri Mendras ?

Le phénomène de moyennisation s'explique par une réduction des inégalités salariales et de pratiques, grâce à l'essor de certaines catégories d'emplois (cadres, professions intermédiaires), au déclin de la société paysanne et à l'embourgeoisement de la classe ouvrière.

3. Analyser. Cette analyse remet-elle en cause l'existence de classes sociales ?

Cette analyse participe effectivement à remettre en cause l'existence des classes sociales, dans la mesure où une majorité d'individus appartiendraient à cette constellation, et parce qu'ainsi, les frontières entre groupes sociaux sont plus floues et moins rigides.

Exercice 5: évolution du rapport interdécile (Activité p173)

Répondez par « Vrai » ou « Faux » et justifiez vos réponses.

a. En 1970, le rapport interdécile était de 4,6. Vrai. En 1970, le rapport interdécile s'élevait à 4,6, ce qui signifie que le niveau de vie des 10 % les plus riches était au moins 4,6 fois plus élevé que celui des 10 % les plus pauvres.

b. En 1975, le rapport interdécile a augmenté de 4,1 %. Faux. En 1975, le rapport interdécile était de 4,1.

c. Entre 1970 et 2017, le rapport interdécile a diminué de 50 %. Faux. Entre 1970 et 2017, le rapport interdécile est passé de 4,6 à 3,4 ; il a donc diminué de 26 %, et non de 50 %.

d. Entre 1970 et 2017, le rapport interdécile a diminué d'environ 1,2 point. Vrai. Entre 1970 et 2017, le rapport interdécile est passé de 4,6 à 3,4, il a donc diminué de 1,2 point.

e. Les écarts interclasses se sont réduits depuis 1970. Vrai. Les écarts interclasses correspondent aux écarts entre les classes sociales. Le rapport interdécile a diminué depuis 1970 ; cela signifie donc que les écarts interclasses (ici, entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres) se sont réduits.

Exercice 1 Ppt, Les PCS (4) : des PCS aux classes

... entraînant un déclin de la conscience d'appartenance de classe et de la lutte :

Doc 6: Sondage sur le sentiment d'appartenance à une classe sociale (doc2 p 172)

4. Comparer. Comment le sentiment d'appartenance à une classe sociale a-t-il évolué en France depuis les années 1960 ?

Le sentiment d'appartenance à une classe sociale a décliné entre 1966 et 2001 : il a reculé de 7 points, passant de 61 % à 54 %. Toutefois, il est en hausse depuis 2001, atteignant 65 % en 2015 (soit une hausse de 4 points par rapport à 1966).

5. Comparer. À quelle classe sociale le plus grand nombre d'individus se sentait-il appartenir dans les années 1960 ? Qu'en est-il en 2015 ?

En 1966, presque le quart des individus se sentait appartenir à la classe ouvrière ; c'était le pourcentage le plus élevé. En 2015, c'est aux classes moyennes que les individus se sentent le plus appartenir (38 %).

6. Analyser. En quoi ce document illustre-t-il le déclin des classes sociales ?

Ce document montre le déclin des classes sociales, puisqu'il montre le déclin des identifications subjectives aux classes sociales traditionnelles (classe ouvrière, en particulier). En montrant l'essor du sentiment d'appartenance aux classes moyennes, il illustre aussi le processus de moyennisation.

2 - ...A leur retour

Doc 7: Les gilets jaunes (doc1 p174)

1. Expliquer. Quelles sont les principales revendications des Gilets jaunes ?

Les Gilets jaunes protestent contre un pouvoir d'achat trop faible qui leur pose des difficultés quotidiennes... Recherches des élèves.

Au début du mouvement, les revendications ont concerné le prix trop élevé des carburants (suite à la hausse de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques), révélateur d'un pouvoir d'achat insuffisant. Il s'agit alors de réclamer une hausse des pensions de retraite, une revalorisation du SMIC, ou encore le rétablissement de l'ISF afin de réduire les inégalités. Les revendications ont aussi porté sur la mise en place d'une « démocratie directe » avec l'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne (RIC).

2. Expliquer. Quels sont les points communs qui rassemblent les participants au mouvement des Gilets jaunes ?

Même si les Gilets jaunes qui se sont mobilisés étaient issus de professions et de CSP très diverses (fonctionnaires catégorie C, aides-soignantes, techniciens du privé, employés, aides à domicile, caissières...), ils avaient en commun de partager le même sentiment d'une situation quotidienne difficile (pouvoir d'achat, conditions de travail...), d'un avenir bouché, d'un déclassement... Ils ont le même sentiment d'injustice et ont en commun de vouloir faire « bouger les choses ».

Exercice 6: Des inégalités économiques en progression

1. En 2016, le niveau de vie moyen des 10 % les plus riches s'élevait à 56 230 euros après impôts et prestations sociales (pour une personne seule).

2. Le niveau de vie moyen des 10 % les plus riches a augmenté de 25,4 % entre 1996 et 2016. Sur la même période, le niveau de vie médian augmentait de 18,5 %, tandis que celui des 10 % les plus pauvres augmentait de 20 %.

3. Les inégalités de niveau de vie entre le 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres ont augmenté entre 1996 et 2016 car le niveau de vie moyen des 10 % les plus riches a augmenté plus fortement que celui des 10 % les plus pauvres.

4. Cette évolution traduit l'idée d'un retour des classes sociales dans la mesure où les inégalités économiques (de niveaux de vie) ont tendance à se creuser depuis la fin du XXe siècle entre les plus riches et les plus pauvres.

Exercice 7: Des inégalités scolaires persistantes

1. Exprimez la donnée entourée

Selon le MEN, en France, sur 100 enfants entrés en 6^{ème} en 1995 d'origine cadres, 41 ont obtenu un diplôme Bac+5 en 2012.

2. Montrez, chiffre à l'appui, qu'il existe des inégalités de réussite scolaire selon l'origine sociale (PCS des parents). Si 41% des enfants entrés en 6^{ème} en 1995 d'origine cadres ont obtenu un diplôme Bac+5, c'est le cas pour seulement 4% des enfants d'origine ouvriers non qualifiés (ONQ) ou 7% des enfants d'origine ouvriers qualifiés (OQ) soit respectivement 37 et 34 points de plus. En revanche 60% des enfants entrés en 6^{ème} en 1995 d'origine ONQ ou 48% pour les enfants d'origine OQ ont un diplôme inférieur au Bac ou aucun diplôme contre seulement 13% pour les enfants d'origine cadres soit respectivement 47 et 35 points de plus

Le renforcement des oppositions de classes :

Doc 8: La bourgeoisie une classe mobilisée (doc3 p175)

5. Expliquer. Que signifie la phrase soulignée ?

La richesse qui caractérise la bourgeoisie n'est pas seulement une richesse « financière » (en termes de revenus et de patrimoine) : la bourgeoisie a aussi la particularité d'avoir un très important capital culturel et social.

6. Expliquer. Pourquoi peut-on dire que la bourgeoisie constitue toujours une classe en soi et pour soi ?

La bourgeoisie constitue encore aujourd'hui une classe en soi car les individus qui la composent se distinguent objectivement du reste de la population par leur niveau de vie très élevé (« richesse multiforme »), et leurs conditions de vie privilégiées (logements...). Elle forme aussi une classe pour soi car, comme le soulignent Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, « aucun autre groupe social ne présente, à ce degré, unité et conscience de soi »; il s'agit donc d'une classe sociale qui a conscience de sa situation et qui se mobilise pour défendre ses intérêts communs (on pourra, pour illustrer ce point, s'appuyer sur l'extrait vidéo, ou encore sur l'exemple de la mobilisation des habitants du 16e arrondissement de Paris contre la construction d'un centre d'hébergement d'urgence en 2016).